



De la boulangerie à la rue

La vente de pain sur les trottoirs persiste et dérange

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5275 - Dimanche 17 janvier 2021 - Prix : 10 DA

En attente du feu vert des autorités
Le métro d'Alger
«fin prêt» pour
recevoir ses usagers

Page 16

En attendant l'arrivée des vaccins russe et chinois

Vaccination contre le Covid, les dernières retouches

Page 2

En ligne de mire,
la condamnation
de Trump à la
mort politique

Par Mohamed Habili

Au jour d'aujourd'hui, pour ceux qui s'intéressent de près à ce tournant qui voit l'arrivée au pouvoir d'un nouveau président des Etats-Unis, ce n'est même plus par jours qu'il faut compter les événements mais par heures. Le fait est que depuis l'attaque du Capitole par une foule violente des partisans du président sortant, un certain 6 janvier, qui assurément fera date, les révélations sur ce qui s'était passé non seulement ce jour, mais le jour d'avant, loin de faire tomber l'intérêt de l'observateur n'ont fait au contraire que l'intensifier. La dernière de ces révélations, vieille seulement de quelques heures, est que parmi les républicains présents sur les lieux, il y en avait qui savaient par avance que le Capitole serait pris d'assaut en même temps que s'y déroulait la ratification par le Congrès de la victoire de Joe Biden sur Donald Trump. Certains d'entre ces «officiels» avaient été vus la veille en train de faire faire le «tour de reconnaissance» du Capitole à des gens qu'on ne va pas jusqu'à décrire comme des gens tout à fait interlopes mais dont on laisse néanmoins entendre qu'ils ne se fondaient pas dans le décor. Une enquête a été demandée par Nancy Pelosi, la présidente démocrate de la Chambre des représentants, en vue de tirer tout cela au clair. Si le fait était établi, a-t-elle averti, des poursuites judiciaires seraient engagées contre les coupables, qu'ils soient représentants ou sénateurs.

Suite en page 3

Le baril redescend à 52 dollars

Pétrole : après l'embellie, la grisaille ?



PH/D. R.

Le pétrole perd de sa superbe. Après un parcours flamboyant ces derniers mois, les cours des barils de Brent et WTI rechutent. En effet, les prix du pétrole ont terminé en baisse vendredi, le marché reprenant son souffle après un début d'année en fanfare, tandis que la pandémie de Covid-19 continue de planer sur la demande actuelle et future d'or noir.

Page 2

En dépit des mesures prises par le département du Commerce

Le monoxyde de carbone tue encore plus

Page 3

Faune : élaboration en cours d'une loi relative à la Convention CITES

Singe magot, gazelle, guépard et mouflon, espèces menacées de disparition

Page 4

Le baril redescend à 52 dollars

Pétrole : après l'embellie, la grisaille ?

■ Le pétrole perd de sa superbe. Après un parcours flamboyant ces derniers mois, les cours des barils de Brent et WTI rechutent. En effet, les prix du pétrole ont terminé en baisse vendredi, le marché reprenant son souffle après un début d'année en fanfare, tandis que la pandémie de Covid-19 continue de planer sur la demande actuelle et future d'or noir.

Par Meriem Benchaouia

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a perdu 2,34 %, ou 1,32 dollar, pour finir à 55,10 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour le mois de février a abandonné 2,26 %, ou 1,21 dollar, pour clôturer à 52,36 dollars. Les prix du brut «s'affichent en baisse après avoir atteint leur plus haut niveau en onze mois et alors que le dollar remonte», a souligné Phil Flynn de Price Futures Group. Un billet vert plus cher rend en effet le baril plus onéreux pour les investisseurs munis d'autres devises. Par ailleurs, a ajouté le spécialiste, les courtiers procèdent à des prises de profit avant un week-end de trois jours aux Etats-Unis : lundi est férié en hommage à Martin Luther King. Plus fondamentalement, «les mauvaises nouvelles sur le front du coronavirus suscitent l'incertitude des investisseurs», a aussi expliqué Eugen Weinberg, analyste de Commerzbank. Plus de 30 millions de cas de contaminations au nouveau coronavirus ont été officiellement recensés en Europe, selon un comptage réalisé à partir de bilans fournis par les autorités de santé vendredi. La résurgence du virus frappe aussi la Chine, qui avait largement maîtrisé l'épidémie mais a recensé jeudi son premier décès dû au Covid-19 depuis mai. «Malgré la correction de ces dernières heures, le scénario reste favorable au pétrole, qui est toujours placé dans un mouvement positif à long terme», nuance Carlo Alberto De Casa, d'Activtrades. Dans son rapport mensuel publié jeudi, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) n'a pas révisé à la baisse ses prévisions de rebond de la demande cette année.

De plus, Joe Biden a dévoilé jeudi un nouveau plan de relan-

ce d'urgence de 1 900 milliards de dollars, censé sortir les Etats-Unis de leur pire crise depuis les années 1930 et dont devrait profiter la demande pétrolière.

Le Sahara Blend algérien termine 2020 en hausse de 7,40 dollars

Les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont terminé l'année 2020 en hausse de plus de 7 dollars, en s'établissant à 49,99 dollars le baril en décembre dernier, selon les chiffres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) publiés dans son dernier rapport mensuel. «Les cours du pétrole brut algérien (Sahara Blend) ont atteint 49,99 dollars le baril en décembre 2020, contre 42,59 dollars en novembre dernier, soit une hausse de 7,40 dollars, (+17,4 %)\», précise la même source. Avec cette progression, le Sahara Blend a été le 3^e brut le plus cher des 13 bruts de l'Opep en décembre dernier, après l'angolais Girassol (51,50 dollars/baril), le guinéen-équatorial Zafiro (50,4 dollars/baril). Cependant, la moyenne annuelle des prix du brut algérien a connu une baisse, passant de 64,49 dollars/baril en 2019 à 42,12 dollars en 2020, maintenant malgré cela la troisième place du brut le plus cher de la composante du panier de l'Opep durant l'année précédente, après l'émirati Murban (42,98 dollars/baril) et l'angolais Girassol (42,64 dollars/baril). Le prix du brut algérien est établi en fonction des cours du Brent, brut de référence de la mer du Nord, coté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs. La progression du Sahara Blend en décembre dernier et d'autres bruts du panier de l'Opep intervient dans un contexte d'une hausse des prix du brut de référence liés au milieu des



Ph/D. R.

signes d'amélioration des fondamentaux du marché pétrolier. «Le panier de référence du panier de l'Opep (ORB) a augmenté pour le deuxième mois (novembre et décembre 2020) consécutif en raison de la hausse des prix du brut de référence liés au milieu des signes d'amélioration des fondamentaux du marché pétrolier», avance l'Opep. Elle a, à ce propos, indiqué que toutes les valeurs des composants de l'ORB se sont renforcées en décembre 2020, dont ceux de l'Afrique de l'Ouest et du Nord comprenant notamment le nigérian Bonny Light, le

guinéen-équatorial Zafiro, Djeno (Congo), Rabi Light (Gabon), Es Sider (Libye) et l'angolais Girassol en hausse de 7,39 dol-

lars, soit 17,9 % en moyenne, à 48,74 dollars le baril.

M. B.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 4 décès et 230 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins qu'hier (5), portant à 2 831 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 230 cas, soit 24 cas de moins par rapport au bilan d'hier (254), pour atteindre, au total, 103 611 cas confirmés.

R. N.

En attendant l'arrivée des vaccins russe et chinois

Vaccination contre le Covid, les dernières retouches

L'Algérie va connaître, dans les prochains jours, le début de la plus grande opération de vaccination de son histoire. Etalée sur plusieurs mois et devant durer toute l'année en cours, elle touchera, à terme, toutes les personnes âgées de plus de 18 ans. Du côté des autorités sanitaires, tout semble fin prêt et les plans de déroulement de la campagne de vaccination sont ficelés en attendant le jour J. L'arrivée des vaccins russe et chinois est prévue avant la fin de ce mois de janvier, selon les autorités publiques. Autrement, dans moins de 15 jours, toutes les wilayas du pays commenceront à recevoir les premières doses du vaccin anti Covid-19. Selon professeur Ilyes Rahal, membre du Comité de surveillance et de suivi de l'épidémie de coronavirus, dans une déclaration à la radio régionale de Setif, les pre-

miers à être vaccinés sont les employés des structures de santé, les personnes âgées de plus de 65 ans ainsi que les malades chroniques. La vaccination, a-t-il expliqué, sera effectuée sur deux étapes de 21 jours. Les médecins et les personnels de la santé chargés de cette opération vont bénéficier d'une formation accélérée de 48 heures. Des explications leur seront prodiguées quant à la façon de vacciner, cela puisqu'à chaque vaccin ses propres caractéristiques sont à prendre en considération. P' Rahal a, par ailleurs, expliqué que certaines catégories ne sont pas concernées par le vaccin, citant les personnes souffrant de formes aiguës d'allergies, les femmes enceintes et la tranche d'âge de moins de 18 ans. Il faut cependant affirmer que les hôpitaux et les structures de santé de proximité sont

prêts à entamer l'opération de vaccination et à recevoir les doses de vaccin qui leur parviendront de l'Institut Pasteur d'Alger. Ce dernier est chargé de la distribution, du stockage, du transport et de l'aspect logistique de l'opération. Par ailleurs, l'on croit savoir que le quota de vaccins à attribuer sera en fonction de la densité démographique de chaque wilaya. Le directeur de la santé d'Oran, cité par le site d'information Elbilad.net, a indiqué que sa wilaya est prête à recevoir 200 000 doses dans la première phase de la campagne de vaccination. Ce quota est quasiment le même pour les grandes wilayas du pays, à l'image d'Alger, Constantine, Sétif, Blida et Annaba. Alors que les wilayas de moindre densité démographique vont se voir attribuer des quotas de 100 000 à 150 000 doses. Des scénarios sur le

déroulement de l'opération de vaccination ont été par ailleurs élaborés, indique ce responsable. Le premier, le plus plausible, consiste en la vaccination dans des structures de santé de proximité. Mais un autre scénario est évoqué quant à l'organisation de la vaccination dans des salles de sport. L'affluence des citoyens devrait influencer sur le choix des autorités quant aux endroits qui accueilleront les personnes à vacciner. Tout compte fait, l'Algérie, à l'image de tous les pays du monde, est en quête d'atteindre une immunité collective à travers l'organisation d'une vaste opération de vaccination contre une pandémie aux conséquences désastreuses sur les plans sanitaire, social et économique.

Aomar Fekrahe

De la boulangerie à la rue

La vente de pain sur les trottoirs persiste et dérange

■ Les «boulangers de rue» poussent comme des champignons dans les quatre coins du pays. Ils affichent des prix parfois plus élevés qu'en boulangerie et disposent le pain, au vu et su des autorités, à même le sol, sans protection, baignant dans une atmosphère polluée par la poussière et tout particulièrement par les gaz qui s'échappent des pots d'échappement.



Par Thinhinene Khouchi

Malgré les campagnes de lutte contre la vente anarchique de pain sur les trottoirs en vue de préserver la santé du consommateur, le phénomène prend de plus en plus d'ampleur dans plusieurs villes du pays. En effet, sur les trottoirs de la capitale, de grands paniers de pain sont disposés à même le sol, sans protection et baignant dans une atmosphère polluée par la poussière et tout particulièrement par les gaz qui s'échappent des pots d'échappement. Souvent, ces boulangers de rue affichent leurs baguettes à des prix plus élevés qu'en boutique et chez les boulangers. Les citoyens, eux, bien que n'ayant parfois pas le choix, trouvent cette situation désagréable. «Je

cuisine du pain traditionnel chez moi, mais pas tous les jours. Quand je suis fatiguée, j'achète mon pain dans une boulangerie, pas dans la rue. Mais il arrive souvent que les boulangeries soient pleines de monde ou n'ont plus de pain. Là, je n'ai pas d'autre choix que d'acheter le pain qui s'écoule dans la rue», nous déclare une mère de famille. Pour Mouloud, père de famille qui travaille tôt le matin et rentre tard le soir chez lui, «lorsque j'arrive le soir à la boulangerie pour acheter mon pain, il n'y en a plus.

Donc je me tourne vers les vendeurs ambulants qui, malheureusement, ne respectent aucune règle d'hygiène. Mais quoi faire !».

Il ajoutera qu'«il faut savoir que la baguette de pain normale coûte plus cher chez ces der-

niers. Contrairement aux boulangers qui l'affichent encore à 10 DA, la baguette est proposée à 20 DA chez certains et 30 DA chez d'autres».

Signalant ce phénomène qui prend de l'ampleur et qui avec le temps est devenu «une pratique banale» vu que certains consommateurs ne se préoccupent plus de la qualité et des inconvénients de ces pains vendus sans protection, l'Organisation de la protection des consommateurs et de l'environnement (Apoce) a posté sur sa page Facebook une photo où elle signale ces vendeurs de pain mais aussi les boulangers qui distribuent le pain aux commerçants, notamment les fast-foods, les restaurants et magasins d'alimentation générale. Certains boulangers distribuent le pain trop tôt, avant même que

ces derniers n'ouvrent leurs commerces et laissent donc le pain sur le trottoir, sans protection. L'Apoce a partagé une photo de deux chats dormant sur les baguettes de pain qui seront, dès l'ouverture du magasin, vendues aux citoyens. Elle a commenté cette photo ainsi : «Aux boulangers qui distribuent du pain aux commerçants... C'est ce qui arrive à votre pain lorsqu'il est laissé devant le magasin dont le propriétaire est absent et que la boutique est fermée !». De leur côté, des boulangers qui disent ne pas savoir d'où provient ce pain vendu dans les rues, dénoncent le phénomène «des boulangers de rue» qui est, selon eux, une «concurrence déloyale» et expriment leur colère face au «laissez-faire» des autorités.

T. K.

En dépit des mesures prises par le département du Commerce Le monoxyde de carbone tue encore plus

En cette période de grand froid, les chauffages défectueux ou la négligence des mesures de prévention continuent à faucher des vies.

Deux décès ont été comptabilisés par asphyxie au CO à Médéa et un autre à Naâma. Chaque hiver, le monoxyde de carbone est responsable de plusieurs cas d'asphyxie. Les bilans de la Protection Civile dédiés à ce «tueur silencieux» sont de plus en plus fréquents. Plusieurs décès par asphyxie au monoxyde de carbone dus à la mauvaise utilisation du gaz sont enregistrés en moins de 24h. A l'origine de ces décès, la vétusté des installations et l'absence d'entretien des appareils, mais aussi les comportements imprudents du citoyen qui néglige les mesures de prévention. Selon le dernier bilan de la Protection civile, un enfant est décédé suite à une intoxication au monoxyde de carbone, tandis que sa mère et sa sœur ont été secourues, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans la commune de Mécheria, dans la wilaya de Naâma. Le garçon de 4 ans est

décédé après avoir été transféré par les éléments de la Protection civile à l'hôpital «Frères Chenafa» de Mécheria qui a également reçu sa mère âgée de 21 ans et sa petite sœur de 10 mois, évanouies après l'inhalation de gaz émanant du chauffage de leur domicile. L'intervention rapide des éléments de l'Unité secondaire de la Protection civile a permis de secourir d'une mort certaine la mère et son bébé de 10 mois et d'être sauvées après avoir reçu les premiers secours sur place et leur transfert à l'hôpital, selon la même source. Deux autres personnes, âgées d'une vingtaine d'années, sont décédées vendredi dans un village de Tlatet-Douairs, à l'est de Médéa, après avoir été asphyxiées au monoxyde de carbone. Le drame est survenu, selon la même source, en début d'après-midi, au lieu-dit «Dehamnia», dans la commune de Tlatet-Douairs, où les secouristes dépêchés sur les lieux n'ont pu que constater le décès de ces deux jeunes, malgré les tentatives de réanimation entreprises, a-t-on indiqué. Les deux

jeunes sont morts suite à l'inhalation de monoxyde de carbone provoqué par du bois de chauffage utilisé vraisemblablement pour se chauffer. Malgré la multiplication des campagnes de sensibilisation et des mesures prises par le ministère du Commerce à ce sujet, des décès sont recensés. Pour lutter contre les asphyxies au monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage dont le nombre ne cesse d'augmenter, le gouvernement a émis une instruction, tout en insistant sur l'impératif de se conformer aux mesures de sécurité et de faire preuve de davantage de prudence et de vigilance face aux risques liés aux appareils de chauffage. «Tout achat d'appareil de chauffage au gaz à usage domestique sera désormais accompagné obligatoirement d'un détecteur de monoxyde de carbone et ce, depuis le 1^{er} novembre 2020», a indiqué l'instruction du ministère du Commerce.

Louisa Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

En ligne de mire, la condamnation de Trump à la mort politique

Suite de la page une

Comme le cas échéant ils se recruteraient tous dans les rangs républicains, leur inculpation, non plus seulement pour incitation à l'insurrection mais pour participation à cette dernière, est qu'elle ne faciliterait pas la tâche principale que s'était fixée le nouveau président, en plus de vaincre la pandémie, de réconcilier les Américains. Relevons au passage cette bizarrerie : cette perspective semble faire plus peur en France qu'aux Etats-Unis, du moins dans le microcosme médiatique. Ce n'est qu'en France en tout cas que l'on voit une fissure naître puis s'élargir dans les rangs démocrates, symétrique à celle très nette en revanche qui fracture déjà le camp républicain. Une division dont serait responsable au premier chef Nancy Pelosi, dans son camp la plus déterminée, dit-on, à abattre Donald Trump. La réalité, c'est que les démocrates sont unis derrière Joe Biden, en même temps que tout à fait solidaires de Nancy Pelosi, comme en atteste leur vote unanime de l'impeachment contre Trump. S'ils font bloc, c'est d'ailleurs en vue d'un objectif précis : tuer politiquement Trump, en finir avec lui une bonne fois pour toutes, après l'avoir vaincu électoralement. Demain, ou après-demain, quand viendra l'heure de prononcer la sentence contre lui, pas une voix démocrate ne manquera à cette dernière, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. On n'observera pas la même unanimité dans le rejet côté républicain. Lors du vote de l'impeachment, dix des représentants républicains ont joint leurs voix à celles des démocrates. Pour que Trump soit condamné devant le Sénat à l'inéligibilité, à la mort politique autrement dit, car c'est là désormais le but recherché par ses adversaires des deux bords, dix-sept républicains au moins doivent sortir du rang pour prêter main-forte à l'ennemi démocrate. Autrement Trump est sauvé, il pourra avoir un avenir politique. S'il est reconnu coupable du chef d'incitation à l'insurrection et qu'il est condamné, le plus probable est qu'il ne sera pas le seul à en payer le prix fort, mais également le parti républicain, qui probablement ne survivra pas à l'épreuve.

M. H.

Faune : élaboration en cours d'une loi relative à la Convention CITES

Singe magot, gazelle, guépard et mouflon, espèces menacées de disparition

■ L'Algérie prépare un projet de loi relative à la mise en place des dispositions de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), a annoncé, hier, une responsable de la Direction générale des forêts.

Par Hocine H.

«**L**a DGF prépare actuellement une loi permettant au pays le contrôle effectif des entrées et sorties des espèces animales et végétales sauvages au niveau de ses frontières, dans le cadre de la Convention Cites à laquelle l'Algérie a adhéré en décembre 1982», a indiqué M^{me} Wahida Boucekkine, vétérinaire spécialiste et experte internationale en gestion de la faune sauvage.

Selon les explications de M^{me} Boucekkine, cette convention internationale classe les animaux et les plantes menacés de disparition selon l'importance du risque de leur extinction.

L'annexe (I) comprend «les animaux et les plantes classées en danger» qu'il faut absolument protéger par tous les pays signataires de ladite convention.

«Le commerce est strictement interdit sauf pour la recherche», a-t-elle précisé.

L'annexe (II) concerne également les animaux et les plantes plus ou moins vulnérables dont le commerce est autorisé mais contrôlé. Et enfin l'annexe (III) «regroupe les espèces protégées unilatéralement dans un État qui a fait appel à l'assistance des autres parties signataires de la convention pour aider à contrôler et interdire leur commerce», a-t-elle ajouté.

La coopération internationale dans le cadre de cette convention concerne même les produits issus de ces espèces menacées de disparition tels que «les racines des plantes, les herbes, les peaux d'animaux, les poils et les plumes».

«Outre la préparation de la loi CITES, la DGF en collaboration avec le ministère du Commerce, œuvre pour réglementer le commerce de certains animaux, notamment les oiseaux», a-t-elle fait savoir, faisant constater que la quasi-totalité des espèces qui circulent sur le marché actuellement sont des animaux de contrebande tels que les perroquets gris.

Classé troisième fléau mondial après le trafic d'armes et de drogue, le braconnage constitue une menace sérieuse pour la biodiversité, a prévenu cette experte, affirmant que l'Algérie qui est touchée par ce fléau élabore des stratégies en partenariat avec les instances internationales et des ONG pour préserver ces espèces.

Plan pour la protection du singe magot

Parmi ces espèces animales menacées d'extinction, le Docteur Boucekkine a cité le singe magot, réparti entre

l'Algérie, le Maroc et la région de Gibraltar.

«Cette espèce spécifique à l'Afrique du Nord risque de disparaître un jour si rien n'est fait pour la sauver», a-t-elle prévenu, assurant qu'un plan d'action national pour la conservation de cet animal a été élaboré par la DGF en partenariat avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

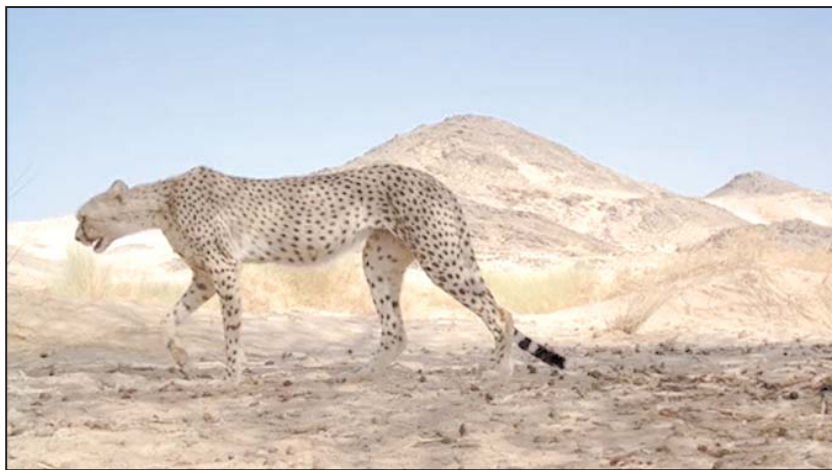
Cette experte en gestion de la faune sauvage a fait constater que l'urbanisation effrénée, et par conséquent la diminution des forêts, poussent ces animaux à descendre vers les villages pour chercher de quoi se nourrir. «Cela crée souvent un conflit homme-animal car les singes s'attaquent aux riverains et saccagent leurs potagers et leurs champs», a-t-elle relevé.

Le travail de la DGF et l'UICN consiste justement à stabiliser l'animal dans son environnement en lui conservant ce qui lui reste de son territoire naturel.

Le plan vise également à protéger ces animaux contre les maladies dues aux changements de leurs habitudes alimentaires.

A ce propos, elle a expliqué que les singes des montagnes de Chréa, Cheffa, Béjaïa et Kherrata, qui se nourrissent auparavant de glands, sont devenus friands de sucreries et autres aliments offerts par les touristes. «Nous avons remarqué que ces animaux deviennent obèses et certains ont même développé le diabète», a-t-elle fait constater.

Par ailleurs, elle a évoqué le phénomène des singes errants en expliquant que ce sont généralement des animaux arrachés



Ph/D. R.

à leurs mamans par les touristes en vue de leur apprivoiser ou les commercialiser.

Une fois adultes, ces animaux deviennent dangereusement agressifs et les gens s'en débarrassent en les jetant dans les bois.

Aussi, «le placement de ses singes égarés dans les parcs zoologiques reste pour la DGF le seul endroit sûr pour leur survie», a-t-elle dit.

Le guépard du Sahara, une autre espèce dans le rouge

Le guépard du Sahara, l'autre espèce en danger critique d'extinction, alerte le Docteur Boucekkine.

Comme son nom l'indique, ce félin qui vit au Sahara est présent notamment dans les deux aires protégées : les parcs de

l'Ahaggar et du Tassili.

«Tout comme les autres animaux sauvages, ce félin qui se fait de plus en plus rare est menacé de disparition en raison de la fragmentation de son habitat, mais aussi à cause du braconnage de certaines espèces qui sont des proies préférées de ce félin, notamment la gazelle Dorcas et le mouflon à manchettes. Ces deux animaux sont à leur tour menacés de disparition car ils sont chassés par les populations locales et les braconniers pour leur chair et leur trophée», a-t-elle regretté.

Pour cette spécialiste en faune sauvage, ce problème en crée un autre car en l'absence de proie sauvage, ce félin prédateur devient à son tour la cible des éleveurs.

«La stratégie se base donc sur la sensibilisation des popula-

tions locales et des éleveurs sur l'importance de cette espèce rare qui est protégée à l'échelle mondiale», a souligné M^{me} Boucekkine.

En outre, un plan d'action pour la préservation de ce fauve a été lancé par la DGF en partenariat avec l'association britannique Range Wide Conservation Program for Cheetah (RWCP), a-t-elle fait savoir.

Dotée d'une grande diversité d'espèces animales, l'Algérie compte 108 espèces de mammifères dont 53 espèces protégées et 13 espèces menacées de disparition, selon les données de la DGF.

Le pays compte également 378 espèces d'oiseaux, dont 125 protégées et 7 menacées d'extinction, en plus de 90 espèces de reptiles dont 46 protégées et 3 menacées de disparition.

H. H.

Station climatique

Tikjda prise d'assaut par des centaines de visiteurs

La station climatique de Tikjda (Est de Bouira) a été prise d'assaut ce week-end par des centaines de touristes et visiteurs venus de plusieurs wilayas du pays en quête de divertissement et de détente, notamment en cette période de crise sanitaire, a-t-on constaté. Depuis jeudi, des centaines de touristes ont afflué vers ce site féérique culminant à plus de 1 400 mètres d'altitude pour passer le week-end et oublier les tracas de la semaine.

Le nombre de visiteurs a redoublé vendredi matin. Des véhicules immatriculés dans différentes wilaya à l'image d'Alger, Bordj Bou Arréridj, Boumerdès, Béjaïa et M'sila, ont pu atteindre les hauteurs de la station jusqu'à Tighzert. Le grand nombre de véhicules enregistré ce week-end a causé des embouteillages sur la route nationale n° 33 menant vers Tikjda, ce qui a obligé beaucoup d'automobilistes à poursuivre leur balade à pied pour arriver au Centre national de sport et de loisir (CNSLT). Malgré le froid et le peu de commodités à l'extérieur du CNSL en matière de structures de détente et de restauration, les touristes ont préféré quand même faire le voyage rien que pour admirer la beau-

té des paysages féériques que leur offre la nature.

Le CNSLT, qui dispose de 460 lits, ne propose que 50 % de ses capacités en raison du protocole sanitaire appliqué pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

«Nous recevons des familles dont l'accueil se fait par réservation et les capacités utilisées ne sont actuellement qu'à 50 % en raison du protocole sanitaire mis en place», a expliqué à l'APS le chargé de la communication du CNSLT, Mohamed-Ameziane Belkacemi.

Pour la restauration, les plats sont servis en chambre pour les familles de voyageurs accueillies, selon les détails fournis par M. Belkacemi.

Une ambiance particulière

À l'extérieur du Centre, une ambiance particulière règne. Visiblement, les familles et leurs enfants vivaient le bonheur de découvrir la splendeur du site, dont certains le font pour la première fois. «C'est magnifique. Tikjda est un joyau touristique que nous

devrions tous préserver et promouvoir», a avoué Nassim, un jeune visiteur venu d'Alger en compagnie de son ami Sid Ali.

La station de Tikjda n'a jamais connu un tel assaut depuis bien longtemps. «Le confinement et le stress liés de la crise sanitaire que vit le pays auraient été à l'origine de ce déferlement de vacanciers», a jugé Massinissa, un jeune originaire de la ville de Bouira.

«La sécurité est revenue, mais beaucoup de choses manquent dans ce merveilleux site qui jouit d'une richesse écologique considérable grâce à sa faune et sa flore. Les autorités concernées doivent accorder plus d'importance à Tikjda et autres coins touristiques de la région pour lutter contre toute forme d'anarchie ou de pollution environnementale», a estimé le jeune Massinissa.

Création de parkings gardés, réhabilitation des remontées mécaniques de Tikjda, réalisation d'une station de ski, ainsi que l'aménagement de circuits pour randonnées et pique-nique et de petites structures de repos, sont les doléances les plus soulevées par des touristes approchés par l'APS.

H. N.

Etats-Unis

Réduire les tarifs douaniers avec Pékin, bénéfique pour l'économie

■ Une réduction «même modérée» des droits de douane sur les produits chinois aurait un effet bénéfique sur la croissance économique et l'emploi aux Etats-Unis, selon un rapport publié par US-China business council (USCBC), qui regroupe 200 entreprises américaines qui font des affaires avec la Chine.

Par Sara B.

«**D**ans notre scénario de désescalade de la guerre commerciale, où les deux gouvernements

Marché boursier Wall Street conclut dans le rouge une semaine volatile

La Bourse de New York a conclu dans le rouge vendredi une semaine volatile, au cours de laquelle le Dow Jones a connu trois séances de baisse d'affilée pour la première fois depuis plus de deux mois. Selon des résultats définitifs, l'indice des valeurs vedette Dow Jones a perdu 0,57 % à 30 814,26 points. Le Nasdaq a lâché 0,87 % à 12 998,50 points et l'indice élargi S&P 500 a abandonné 0,72 % à 3 768,25 points. Le marché est resté en territoire négatif «au cours de la dernière séance d'une semaine cahoteuse qui s'achève vers un long week-end de trois jours», ont souligné les analystes de Schwab. Lundi, Wall Street sera fermée pour observer le jour férié du «Martin Luther King Day». Elle enchaînera sur une semaine tendue à Washington avec l'investiture du Président Joe Biden mercredi, alors qu'on craint des manifestations violentes après l'invasion du Capitole le 6 janvier. Sur la semaine, le Dow Jones, qui pour la première fois depuis deux mois et demi a enfilé trois séances consécutives de pertes, est en retrait de 0,91 % tandis que le Nasdaq et le S&P ont lâché 1,50 %. Joe Biden a dévoilé jeudi un nouveau plan de relance d'urgence de 1 900 milliards de dollars avec chèques aux familles, fonds pour rouvrir les écoles, argent pour accélérer tests et vaccins et liquidités pour les petites entreprises. Le marché, qui avait déjà fortement anticipé la probabilité d'un nouveau plan de relance, a largement ignoré cette bonne nouvelle pour l'économie. Il reste en effet à convaincre les élus du Congrès de débloquent ce plan d'urgence. Sans compter que, selon les analystes de Wells Fargo, l'enthousiasme pour cet afflux de liquidités en perspective «a été atténué par l'idée qu'avec cette augmentation des dépenses publiques viendra sans doute une hausse des impôts». Vendredi a marqué le lancement de la saison des résultats trimestriels, à commencer par les banques. Si JPMorgan (dont le titre a clôturé en baisse de 1,79 %) a délogé un bénéfice record au 4^e trimestre, les résultats de Citigroup (-6,93 %) et de Wells Fargo (-7,83 %) étaient plus mitigés.

R. E.

réduisent progressivement les taux de tarifs douaniers moyens à environ 12 % (contre environ 19 % maintenant), l'économie américaine génère 160 milliards de dollars supplémentaires de PIB réel au cours des cinq prochaines années et emploie 145 000 personnes supplémentaires d'ici à 2025», selon ce rapport. Intitulé «Un partenariat crucial à un moment critique», il a été réalisé par le cabinet d'études et de conseils Oxford Economics. De plus, le revenu des ménages américains serait plus élevé de 460 dollars par ménage, en raison de l'augmentation de l'emploi et des revenus ainsi que de la baisse des prix, puisque nombre de produits de consommation courante sont importés de Chine. Ce rapport est publié alors que le Président Joe Biden doit détailler jeudi prochain sa politique commerciale, le lendemain de son arrivée officielle à la Maison-Blanche. Ses commentaires sur les relations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, qui se sont particulièrement dégradés sous le mandat de Donald Trump, sont très attendus.



P.H.D.R.

Jusqu'à présent, le Président élu a laissé entendre qu'il pourrait s'inscrire dans la continuité concernant la Chine, alors que les inquiétudes sur la sécurité nationale sont partagées par les républicains et les démocrates. Le rapport d'Oxford a aussi éla-

boré un scénario opposé incluant une escalade de la guerre commerciale et des liens bilatéraux qui continueraient de s'étioler. «L'économie américaine produirait alors 1600 milliards de dollars de moins au cours des cinq prochaines années et per-

drait 732 000 emplois en 2022 et 320 000 emplois en moins en 2025», mettent en garde les auteurs. Ils ont également calculé que d'ici la fin de 2025, les ménages américains verraient leurs revenus fondre de 6 400 dollars.

S. B.

Kenya

Le FMI met en garde contre le recours à l'endettement extérieur pour financer son budget

Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en garde le Kenya contre le recours à l'endettement extérieur pour financer son budget tout en lui conseillant de vivre selon ses moyens. «Le Kenya ne devrait pas augmenter son budget s'il espère se remettre des effets de la pandémie de Covid-19 et soutenir le système de santé», a déclaré le porte-parole du FMI, Gerry Rice, qui a soutenu que la pandémie avait accru la vulnérabilité de la dette du Kenya. «Le Kenya continue de faire face à un choc extérieur sans précédent qui mettra gravement en péril l'économie et la politique. Nous recommandons une pause dans l'ajustement budgétaire

pour tenir compte de l'augmentation des dépenses de santé et du soutien à l'économie pendant ce choc», a suggéré M. Rice dans des déclarations relayées hier par les médias kenyans. Le FMI classe le Kenya parmi les pays à haut risque de surendettement, les prêts extérieurs étant le principal problème de son économie. Il y a deux semaines, le Kenya a obtenu un allègement temporaire de six mois des remboursements de prêts auprès du Club de Paris. M. Rice a assuré que le FMI est en pourparlers avec le Kenya sur la possibilité de concevoir un programme pour soutenir la prochaine phase de réponse à la crise du coronavirus. «Alors que

nous allons au-delà de la crise, il sera essentiel que les autorités reprennent la poursuite de la viabilité budgétaire et de l'ajustement, surtout maintenant que le choc a accru la vulnérabilité de la dette», a-t-il déclaré.

Le Kenya a pris des mesures pour étendre ses flux de revenus à partir de cette année en mettant fin aux mesures d'allègement fiscal annoncées pour protéger les citoyens et les entreprises contre les effets de la pandémie de Covid-19. Le gouvernement a également introduit de nouvelles taxes, dont la dernière a touché ces derniers mois les services numériques.

Nabila T.

Royaume-Uni

Fitch maintient sa note AA- et la perspective négative

L'agence de notation Fitch a de nouveau maintenu vendredi la note du Royaume-Uni à AA-, ainsi que sa perspective, toujours négative, reflétant des fondamentaux économiques solides, mais aussi les risques liés à la pandémie et au Brexit. Cette décision reflète «une économie avec un revenu élevé, diversifiée et avancée», mais aussi un «endettement élevé et croissant du secteur public», détaille Fitch dans un communiqué. Le Royaume-Uni conserve sa note AA-, attribuée aux émetteurs jugés solides, grâce au «statut de monnaie de réserve de la livre sterling, un solide marché des capitaux et des indicateurs de gouvernance

robustes». En revanche, la perspective reste négative, ce qui «reflète l'impact de la pandémie de coronavirus sur l'économie britannique et la détérioration des finances publiques qui en résulte». Ainsi, l'agence de notation estime que la dette devrait grimper jusqu'à représenter 120 % du PIB dans les prochaines années. Par ailleurs, le Brexit, effectif depuis le 1^{er} janvier, reste un risque important pour l'économie du pays. Le Royaume-Uni est sorti du marché commun européen et c'est l'accord de partenariat économique et commercial, signé à la veille de la rupture, qui régit les relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Cet

accord «devrait limiter les perturbations aux frontières à court terme», mais «l'incertitude persiste sur son fonctionnement concret et sur son effet sur les relations commerciales du Royaume-Uni avec l'UE à plus long terme». Fitch estime toutefois que la vaccination contre le Covid-19 devrait permettre à l'économie britannique de redémarrer au deuxième trimestre de cette année. Mais les retards de livraison des vaccins annoncés vendredi par Pfizer pourraient contrarier ces prévisions. Le Royaume-Uni est durement frappé par une deuxième vague de l'épidémie, qui a entraîné un troisième confinement. Critiqué pour sa gestion de la crise, le

gouvernement de Boris Johnson concentre ses efforts sur la vaccination de masse : plus de 3,2 millions de personnes ont déjà reçu une première dose de vaccin. L'agence de notation a par ailleurs relevé sa prévision de PIB, et table pour 2020 sur un recul de 10,3 % au lieu de 11,2 %, et pour 2021 sur une croissance de 5 % au lieu de 4,1 %. En septembre, Fitch avait maintenu la note du Royaume-Uni à AA-, assortie d'une perspective toujours négative. En octobre, S&P avait également maintenu sa notation à AA, assortie d'une perspective stable, mais Moody's l'avait abaissée d'un cran, de Aa2 à Aa3.

Lancement, hier, de la résidence de formation au Sud

Une forte affluence des jeunes

■ L'ouverture des espaces culturels en Algérie a connu un intérêt particulier chez les acteurs de ce secteur quant à l'organisation de plusieurs activités. Certaines d'entre elles étaient déjà préparées et n'attendaient que l'ouverture des établissements culturels, comme c'est le cas de la résidence de formation au profit des artistes du Sud.

Par Abla Selles

Ladite résidence de formation concerne dix-huit régions dont Tamanrasset, El Ménéa, In Saleh, In Guezzam, Illizi, Djanet, Adrar, Béchar, Tindouf, Naâma, El Bayadh, Reggane, El Oued, Djelfa, Laghouat, Ghardaïa, Ouargla et Biskra.

Cette résidence a débuté hier à Tamanrasset, El Oued et Adrar. Organisée par le Théâtre national algérien en collaboration avec la direction du développement et la promotion des arts du ministère de la Culture et des Arts, cette résidence a connu un intérêt particulier chez les acteurs du Sud. Un grand nombre d'artistes se sont inscrits afin d'acquiescer de nouvelles informations, un savoir, et un savoir-faire. Il s'agit principalement d'une résidence de formation artistique, technique et administrative, regroupant quelque 70 jeunes inscrits en novembre 2020. Ces jeunes sont très ambi-



PHD.R.

tieux et à la recherche d'une occasion pour développer leurs connaissances afin de pouvoir faire un travail de valeur. D'ailleurs, tous les candidats inscrits pour cette formation étaient présents lors de cette première journée, selon les organisateurs.

Une vingtaine d'universitaires et professionnels du 4^e art encadreront cette formation dans les

ateliers de l'actorat, l'expression corporelle, le théâtre pour enfants, la mise en scène, l'écriture dramatique, la scénographie et l'organisation et méthodes administratives.

A l'issue de ces résidences de formation, «une vingtaine de stagiaires sera retenue pour participer aux projets de création de deux nouveaux spectacles, pour

enfants et adultes», a expliqué le comédien, metteur en scène et actuel directeur artistique du TNA, Djamel Guermi.

Il est à noter que le but majeur de cette résidence artistique est de donner la chance aux jeunes du Sud algérien pour prouver leur talent, développer leurs connaissances artistiques et découvrir de nouveaux horizons

pour pouvoir s'épanouir chacun dans sa spécialité. Cette résidence est aussi un espace d'échange entre des spécialistes du ord algérien et des artistes du Sud.

Il faut savoir aussi que cette résidence est organisée dans le strict respect des mesures de prévention contre la pandémie de Covid-19.

A. S.

Grand prix de la francophonie Alexander Najjar lauréat

L'ÉCRIVAIN

libanais Alexander Najjar a remporté le Grand prix de la francophonie décerné par l'Académie française, ont annoncé les organisateurs.

«Ce prix couronne l'œuvre d'une personne physique francophone qui, dans son pays ou à l'échelle internationale, aura contribué de façon éminente au maintien et à l'illustration de la langue française», souligne le communiqué de Plon.

Né en 1967 à Beyrouth, Alexander Najjar est l'auteur d'une trentaine de romans, récits, poèmes et biographies. Il a notamment écrit «Le roman de Beyrouth», «Le dictionnaire amoureux du Liban», et une biographie du poète libanais Khalil Gibran. En 2018, Najjar avait été finaliste du prix Interallié pour Harry et Franz (Plon), un roman qui raconte l'amitié d'un aumônier allemand et d'un acteur français dénoncé comme juif par jalousie de ses pairs, pendant la Seconde Guerre mondiale.

L. A.

Prochain James Bond

«Mourir peut attendre» pourrait encore être décalé

Mourir peut attendre... et le public aussi. C'est apparemment le raisonnement des responsables de la MGM et d'Universal qui, selon Deadline, auraient décidé de repousser encore une fois la sortie du nouvel opus des aventures de James Bond. Aucun des deux studios n'a pour le moment commenté la nouvelle, qui vient à l'origine du site néerlandais BN DeStern, qui citait en début de semaine un responsable de salles de cinéma. D'après les informations de Carlo Lambregts, «Mourir peut attendre» est désormais prévu pour novembre 2021. Et les informations de

Deadline semblent confirmer ce changement, puisque plusieurs «partenaires promotionnels» du film auraient eux aussi été mis au courant de ce changement pas vraiment inattendu. Toujours selon Deadline, MGM aurait proposé à plusieurs plateformes de streaming de payer 600 millions de dollars pour obtenir les droits du film, après une projection exclusive. Aucun n'était prêt à déboursier cette somme, malgré l'attrait évident pour la franchise et le fait qu'il s'agit de la dernière apparition de Daniel Craig sous les traits de l'espion de Sa Majesté. Le studio est malgré tout convaincu que «Mourir peut

attendre» sera un énorme carton au box-office et refuse de baisser le prix, préférant donc décaler une nouvelle fois la sortie plutôt que de la maintenir dans un contexte aussi catastrophique pour les salles de cinéma dont la réouverture n'est pas prévue. Les premiers échos laissent entendre que le film réalisé par Cary Joji Fukunaga est un grand James Bond. Le dernier en date, «Spectre», a généré près de 800 millions de dollars au box-office tandis que le plus gros carton de la franchise, «Skyfall», sorti en 2012, a rapporté 1,1 milliard de dollars.

R. I.

Mostra de Venise

Le réalisateur sud-coréen Bong Joon-ho présidera le jury

Le réalisateur et scénariste sud-coréen Bong Joon-ho, Palme d'or du dernier festival de Cannes pour «Parasite», présidera le jury du 78^e Festival international de cinéma de Venise, prévu du 1^{er} au 11 septembre dans cette ville du nord-est de l'Italie, ont annoncé

vendredi les organisateurs.

Lauréat de la Palme d'or à Cannes en 2019 pour «Parasite», Bong Joon-ho présidera le jury international du concours de l'édition 2021 de la Mostra de Venise, qui décernera le Lion d'or du meilleur film et les autres prix officiels. Le directeur artistique

de la Mostra, Alberto Barbera, a salué «le grand réalisateur coréen», considéré comme l'«une des voix les plus authentiques et originales du cinéma d'auteur au niveau mondial». Avec «Parasite», Bong Joon-ho, 51 ans, a remporté la Palme d'or au Festival de Cannes 2019, puis

en 2020 quatre Oscars (meilleur scénario original, meilleur film international, meilleur réalisateur, et meilleur film) et le César du meilleur film étranger. Il est également l'auteur de «Barking Dog», «Memories of a Murderer», «Le Transperceneige» et «Okja».

K. W.

«Friends»

Le tournage de l'épisode spécial a déjà commencé

Lépisode spécial de la série «Friends», produit par HBO Max, se rapproche un peu plus. Lisa Kudrow, l'interprète de Phoebe, a révélé dans le podcast de Rob Lowe «Literally! With Rob Lowe», mis en ligne le 14 janvier, que certaines scènes avaient déjà été tournées par les acteurs. «Il y a différentes parties sur cet épisode, et nous avons déjà tourné des paquets de choses. J'ai déjà pré-tourné un truc, donc nous

sommes absolument certains que ça se fera, parce que j'ai déjà tourné un petit quelque chose».

Des révélations qui ne manqueront pas d'attiser la curiosité des fans, qui trépident d'impatience à l'idée de retrouver les personnages de leur série favorite. En effet, cela fait 17 ans que le dernier épisode de «Friends» est sorti sur petit écran. La série a pris fin en 2004 après dix saisons. Lancée en 1994, elle mettait en

scène la vie quotidienne de six amis habitant dans Greenwich Village à Manhattan. Les péripéties de Ross, Phoebe, Monica, Chandler, Rachel et Joey ont passionné des millions de gens à travers le monde.

C'est peu dire que ces derniers n'en peuvent plus d'attendre cette réunion entre les six stars du show. Une réunion, prévue l'an dernier à la base et repoussée de nombreuses fois en cette période de crise sanitaire.

Mais attention, pas question d'un quelconque reboot. Lisa Kudrow a été claire à ce sujet. «Ce n'est pas scénarisé, on ne va pas reprendre nos personnages. C'est nous, tous ensemble, ce qui n'arrive jamais et n'est jamais arrivé en public depuis 2004 quand la série s'est terminée», avant de conclure : «Je pense que ça va être génial».

C. I.



Présidentielle en Ouganda

Museveni en route pour un 6^e mandat

■ Le Président Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986, se dirigeait hier vers un 6^e mandat à la tête de l'Ouganda, les résultats partiels continuant de lui donner une large avance sur son principal adversaire, Bobi Wine, qui a dénoncé fraudes et violences.

Par Mourad M.

Selon les derniers résultats publiés hier par la Commission électorale, portant sur 91,1 % des bureaux de vote du pays, M. Museveni recueillait 58,8 % des suffrages, contre 34,5 % à Bobi Wine – Robert Kyagulanyi de son vrai nom.

Les résultats finaux de la présidentielle du 14 janvier sont attendus dans les heures à venir.

Parallèlement, les résultats partiels des législatives – organisées le même jour que la présidentielle – montrent que la Plateforme de l'Unité nationale (NUP), formation de M. Wine, est

en passe de devenir le principal parti de l'opposition au Parlement.

La NUP remporte notamment huit des neuf circonscriptions de la capitale Kampala.

Les élections se sont déroulées à l'issue d'une campagne particulièrement violente, marquée par le harcèlement et les arrestations de membres de l'opposition, des agressions contre les médias et la mort d'au moins 54 personnes dans des émeutes après une énième arrestation de M. Wine, dont la campagne a été largement entravée au nom des restrictions anti-Covid.

Le scrutin s'est déroulé dans un calme apparent jeudi, mais

sous la forte et oppressante présence de policiers anti-émeutes et de militaires, et sur fond de coupure d'internet, entrée hier dans son 4^e jour.

M. Wine a dénoncé des fraudes massives – telles que des bourrages d'urnes, des bulletins préremplis, des électeurs n'ayant reçu des bulletins que pour les législatives ou des agressions contre les observateurs de son parti, parfois chassés des bureaux de vote.

Vendredi, il a dénoncé les premiers résultats partiels de la présidentielle : «Ce qui est annoncé est une mascarade complète, nous les rejetons».

«Nous avons certainement remporté l'élection et nous l'avons largement remportée», a affirmé à la presse l'ancienne star de ragga, 38 ans et aux origines modestes, très populaire au sein de la jeunesse urbaine ougandaise.

Le scrutin a fait l'objet de «pire trucage jamais connu en Ouganda», a-t-il assuré, promettant de fournir des preuves vidéo une fois l'accès à internet rétabli. Le président de la Commission électorale, Simon Mugenyi Byabakama, a rejeté ces accusations de fraude et demandé à M. Wine de «démontrer au pays de quelle manière (...) les résultats sont truqués».

Le secrétaire d'État adjoint américain aux Affaires africaines, Tibor Nagy, a estimé sur sur Twitter le vote «fondamentalement biaisé», dénonçant le refus d'accréditer des observateurs électoraux étrangers et «la violence et le harcèlement des responsables de l'opposition».

Il a estimé «essentiel le rétablissement immédiat et total des connexions à internet» et «exhor-



PH. A. D. R.

té tous les acteurs à la retenue et au rejet de la violence alors que les résultats sont annoncés».

La police a d'ores et déjà averti la population de ne pas sortir pour célébrer ou contester les résultats, se basant sur les règles sanitaires draconiennes de lutte contre le Covid-19, déjà utilisées pour empêcher les rassemblements de l'opposition durant la campagne.

Hier, le domicile de M. Wine était toujours encerclé par des policiers et des militaires qui s'y sont déployés la veille.

Vendredi après-midi, M. Wine avait indiqué se «sentir menacé»: «Ils ont sauté par dessus la clôture, ils sont venus dans l'enceinte (...) je ne sais pas pourquoi ils sont là, mais j'imagine que c'est pour me faire du mal».

Le porte-parole adjoint de l'armée, Deo Akiiki, a au contraire justifié la présence des militaires pour assurer la sécurité du candidat, affirmant qu'ils avaient

empêché trois personnes d'«accéder à sa maison».

M. Museveni dirige l'Ouganda depuis qu'il a pris le pouvoir à la tête d'un mouvement rebelle en 1986.

D'abord applaudi comme un leader moderne après les horreurs des régimes d'Idi Amin Dada et Milton Obote, il s'est progressivement mué en président autoritaire, écrasant toute opposition.

Son parti hégémonique, le Mouvement de Résistance nationale, a modifié deux fois la Constitution pour lui permettre de rester au pouvoir. En Afrique, seuls Teodoro Obiang Nguema, en Guinée équatoriale, et Paul Biya, au Cameroun, ont passé plus de temps au pouvoir sans interruption.

Les trois quarts des 44 millions d'Ougandais ont moins de 30 ans et n'ont pas connu d'autre président que lui.

M. M.



Commentaire

Qualités

Par Fouzia Mahmoudi

Les relations entre Jean-Marie Le Pen et sa fille se sont désagrégées ces dernières années, après que Marine Le Pen ait décidé de mettre un terme à la tolérance du Front National qu'elle présidait face aux multiples dérapages de son père. Elle avait même fini par l'exclusion du mouvement qu'il avait lui-même créé quarante ans auparavant. En réponse, le patriarcat n'avait pas retenu ses critiques quant à la ligne politique de sa fille et n'hésitait pas à la désavouer publiquement. Pourtant, Jean-Marie Le Pen souhaite aujourd'hui la victoire à la présidentielle de 2022 de celle qui lui a succédé à la tête du FN et qui depuis est devenu le Rassemblement National, bien qu'il affirme ne pas se reconnaître dans le parti qu'elle préside depuis 10 ans et que lui-même a dirigé près de 40 ans. «Je souhaite que Marine Le Pen soit au deuxième tour et même, si j'ose dire, au troisième. Elle ou un candidat qui présente la droite nationale et populaire pour laquelle je me suis battu pendant 50 ans», a déclaré dans un entretien le cofondateur du Front national depuis ses bureaux de Montretout à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Le «Menhir» pense que la présidente du RN a ses chances. «Je ne dis pas qu'elle n'a pas de chances (de gagner), non, au contraire» «Mais tout dépend des (autres) candidats, s'il y en a beaucoup, ou peu, et des événements, de la conjoncture économique sociale politique et même médicale», note l'ancien dirigeant d'extrême droite, âgé de 92 ans. Il loue les «qualités remarquables» de sa petite-fille Marion Maréchal, «l'intelligence, le courage, la culture, la volonté», mais n'oublie pas les «qualités exceptionnelles» de sa fille, qui occupe désormais «un poste de premier plan dans la politique française». Jean-Marie Le Pen prédit à la présidentielle une «abondance de candidats», ce qui «avantage plutôt les candidats dont les noms sont déjà bien connus, comme celui de Marine Le Pen». Il parie que «ce sont les personnalités qui marqueront le scrutin», en raison d'une «individualisation de la politique», se désolant que tous les partis, y compris le RN, «aient perdu progressivement de leur importance, de leur force». Jean-Marie Le Pen «ne voit pas forcément Emmanuel Macron candidat», mais il pense qu'à droite, les candidats seront «région», et que le parti Les Républicains peut «exploser». La gauche, il la «croit grièvement blessée», car «en politique on n'est jamais mort». «Non», l'ancien président du FN ne se reconnaît pas dans le parti présidé par sa fille, qui l'en a exclu en 2015 après ses dérapages sur la Shoah, et dont le changement de nom a été pour lui «une rupture». Mais «c'est probablement la formation politique qui est la plus proche de ce que je pense», affirme Jean-Marie Le Pen, en se félicitant que le parti «se soit rapproché de la ligne traditionnelle du FN», ni droite ni gauche, depuis le départ en 2017 de l'ex-numéro deux Florian Philippot. Dans son Journal de bord diffusé vendredi, le fondateur du FN qualifie d'«erreur stratégique» la «dédiabolisation» menée par sa fille. «Quand on veut se dédramatiser, c'est déjà reconnaître qu'on était le diable et qu'on méritait de l'être», dit-il. Et de poursuivre : «Il faut défendre ses idées, et il est évident qu'elles paraissent toujours diaboliques à vos adversaires». Si cette déclaration de Jean-Marie Le Pen ne convaincra aucun électeur de voter pour le RN, elle pourrait convaincre les anciens électeurs du FN, qui, échaudés par la politique plus tiède et européenne de Marine Le Pen, pourraient décider de suivre leur ancien leader et voter pour celle qui, selon eux, a trahi l'héritage de celui qui avait brisé le plafond de verre en 2002 en se hissant au second tour de l'élection présidentielle. F. M.

Afghanistan

Les talibans se réjouissent de l'avancée du retrait des troupes

Les talibans se sont réjouis, hier, de l'annonce par Washington d'une récente réduction des forces américaines en Afghanistan à 2 500 hommes, «une avancée positive», selon le porte-parole du groupe.

«Le retrait d'autres troupes américaines d'Afghanistan, annoncé par les Etats-Unis hier, est une avancée positive et une mesure pragmatique», a écrit sur Twitter Mohammad Naeem, un porte-parole des talibans.

«La mise en pratique de l'accord signé entre les talibans et les Etats-Unis est bénéfique aux deux pays», a-t-il insisté. En février, l'administration du Président Donald Trump a signé un accord avec les talibans qui entérine un retrait complet des troupes américaines d'ici mai-2021 en échange de garanties sécuritaires.

«Nous assurons que notre camp est engagé à respecter les promesses faites dans l'accord et souhaite que l'autre camp en fasse de même», a ajouté M. Naeem.

A moins d'une semaine de l'arrivée à la Maison-Blanche de Joe Biden, M. Trump a réduit la présence militaire américaine en Afghanistan à son plus bas depuis les attentats du 11-Septembre.

«Aujourd'hui, les effectifs militaires américains en Afghanistan s'élèvent à 2 500 soldats», a indiqué, vendredi dans un communiqué, le chef du Pentagone, Christopher Miller.

Le nombre de troupes américaines dans le pays a varié au fil des ans depuis 20 ans, atteignant jusqu'à 100 000 hommes en 2010. Ils étaient encore 13 000 il y a un an.

M. Trump promet depuis

2016 de mettre un terme aux «guerres sans fin», et le Président américain élu Joe Biden veut aussi réduire les opérations sur le terrain afghan, la plus longue intervention américaine de son histoire.

L'accord américano-taliban a également mené à l'ouverture de pourparlers de paix entre le gouvernement afghan et les talibans. Ces négociations, débutées en septembre, avancent très lentement, et les deux camps tentent à présent de s'accorder sur l'agenda des discussions.

La violence n'a cependant fait qu'augmenter à travers le pays ces derniers mois, en particulier dans la capitale, théâtre d'une série d'assassinats ciblés. Deux policiers ont été tués et un autre blessé, hier à Kaboul, dans l'explosion d'une mine placée en bord de route afin de cibler leur véhicule.

ONU

Nomination d'un nouvel émissaire pour la Libye

■ Le Conseil de sécurité a donné vendredi son feu vert à la nomination du représentant de l'ONU au Liban, le Slovaque Jan Kubis, comme nouvel émissaire pour la Libye, ont indiqué des diplomates.

Par Moncef Bey

Agé de 68 ans, Jan Kubis était depuis janvier 2019 Coordonnateur spécial pour le Liban. Au cours de sa carrière, il a dirigé la mission de l'ONU en Irak de 2015 à 2018 et celle en Afghanistan de 2011 à 2015 après avoir été notamment chef de la diplomatie de son pays de 2006 à 2009 et secrétaire général de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) de 1999 à 2005.

Né le 12 novembre 1952, Jan Kubis parle slovaque, tchèque, anglais, russe et un français élémentaire. Au Liban, il s'est rapidement démarqué par un ton franc et direct et ses critiques,

souvent virulentes, à l'égard des dirigeants libanais. Proposé au Conseil par le chef de l'ONU, Antonio Guterres, il aura dans ses nouvelles fonctions à soutenir un cessez-le-feu fragile et confirmer le retrait des troupes étrangères et des mercenaires d'un pays où les ingérences sont multiples.

Reprise à Genève des réunions du Comité consultatif émanant du Forum de dialogue politique libyen

Les travaux du Comité consultatif issu du Forum du dialogue politique libyen (LPDF) ont repris vendredi à Genève, sous la supervision des Nations unies, pour discuter des mécanismes de sélection de la nouvelle autorité exécutive, rapportent des médias. Stephanie Williams, Représentante spéciale par intérim du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies en Libye, a confir-



Le Slovaque Jan Kubis, nouvel émissaire pour la Libye

mé que les discussions du Comité consultatif émanant du Forum de dialogue politique libyen, qui se tiennent à Genève depuis trois jours, «ont fait de grands progrès dans leurs discussions concernant le consensus sur le mécanisme unifié du pouvoir exécutif». Pour sa part, John Alam, un porte-parole de la mission a, lors d'une conférence de presse, exprimé l'espoir de la

mission onusienne et de son chef, Williams, d'«aplanir les principales divergences le plus rapidement possible» et de «mettre fin aux désaccords sur plusieurs questions relatives aux mécanismes de sélection de la nouvelle autorité exécutive». Pour rappel, les travaux du LPDF ont commencé mercredi dans la ville suisse. Le Comité consultatif composé de 18 membres représentant

les différentes régions et formations politiques est mis en place pour un mandat limité en matière de temps et sa mission principale a pour but d'examiner les questions en arrêt qui sont en rapport avec la sélection d'un Organe exécutif unifié et de présenter des recommandations concrètes et pratiques sur lesquelles la plénie se prononcera.

M. B.

COVID-19 La Tunisie franchit le seuil de 4 000 contaminations en 24h

4 170 NOUVELLES contaminations par le coronavirus ont été signalées le 14 janvier en cours jusqu'à 11h sur un total de 15 132 tests effectués, rapporte, vendredi, l'agence TAP.

Le même jour, 50 décès supplémentaires ont été recensés, portant le bilan à 5 528 morts du coronavirus et un total de 175 065 cas confirmés, dont 125 635 guérisons après le rétablissement de 1 025 personnes.

Selon le dernier bilan du ministère de la Santé, publié vendredi soir, en date du 14 janvier, 1 860 malades atteints de Covid-19 étaient hospitalisés, dont 369 en soins intensifs et 126 placés sous respirateurs artificiels et ce, dans les secteurs public et privé, soit au total de 38 patients supplémentaires en 24h.

R. M.

Maroc

Une réunion virtuelle du ministre marocain de l'Energie avec un responsable israélien dénoncée

L'Observatoire marocain contre la normalisation a condamné, dans les termes les plus forts, la réunion du ministre marocain de l'Energie, des Mines et de l'Environnement, Aziz Rebbah, tenue jeudi par visioconférence, avec un responsable israélien.

L'Observatoire «a appris, avec dépit, la nouvelle d'une autre bévue de la normalisation qui a fait tomber les derniers masques et amené certains responsables arabes à surfer sur la vague de la trahison vis-à-vis du peuple palestinien, humiliant ainsi tous les arabes et les musulmans, ainsi que tous les hommes épris de liberté de par le monde, en commentant une iniquité sans précédent», lit-on dans

le communiqué du Conseil exécutif de l'Observatoire. La réunion du ministre marocain de l'Energie, Aziz Rebbah, avec celui appelé «ministre de l'Energie» sioniste auprès de l'administration d'occupation israélienne, intervient au moment où «l'Armée d'occupation sioniste poursuit la démolition des maisons des Palestiniens, l'expropriation de leurs terres et l'arrestation de milliers d'enfants et de femmes», précise-t-on dans le communiqué.

Partant, l'Observatoire marocain appelle tous les responsables au Maroc à «revenir sur leur adhésion à la normalisation avec l'ennemi sioniste qui n'a jamais apporté et n'apportera que les périls susceptibles de porter

préjudice non seulement à la Palestine et à son peuple, mais également au Maroc, son peuple, sa Patrie et à son Etat».

L'Observatoire appelle également «tous ses militants, tous ceux qui soutiennent le combat juste du peuple palestinien et les opposants à la violation sioniste, à la nécessité de faire preuve de la vigilance nécessaire». Selon la même source, Aziz Rebbah est le premier ministre du Parti de la Justice et du développement (PJD) à avoir tenu une rencontre avec un responsable israélien depuis la signature de l'accord de normalisation entre le Maroc et l'entité sioniste «sous médiation américaine».

L. M.

Sahara occidental

La désinformation est le «pilier de la politique de propagande» du Makhzen

Un ex-militaire marocain, Mustapha Adib, a réaffirmé que la désinformation est «le pilier de la politique de propagande du régime marocain dans sa guerre illégitime et inhumaine envers le peuple du Sahara occidental».

«Le régime installé au Maroc n'est pas transparent avec le peuple marocain et a recours souvent à la désinformation qui est le pilier de la politique de propagande que déploie le Makhzen dans sa guerre illégitime, illégale et inhumaine envers le peuple sahraoui», a déclaré Mustapha Adib, invité de l'émission «Visions», diffusée jeudi sur Canal Algérie.

«Comme toute propagande, elle vise à remonter le moral des troupes marocaines, déjà démoralisées, et aussi à garder le peuple marocain uni autour de

l'unificateur du Royaume qu'est le roi Mohammed VI», a-t-il ajouté.

Il a souligné que cette politique du Makhzen «entre dans une sorte de jeu où il va falloir désinformer la population pour que ce régime puisse perdurer et puisse espérer gagner des guerres où au moins dissimuler les pertes et se maintenir en vie le plus longtemps possible».

Donc, a-t-il poursuivi dans le même contexte, «il y a eu beaucoup de sites et de pages créés qui désinforment le peuple marocain, il y a une sorte d'omerta sur l'information, même les militaires dans les bases ne sont pas informés de ce qui se passe le long du mur de sable (mur de la honte) où l'Armée populaire de libération sahraoui (APLS) continue ses attaques contre les positions des soldats de l'occupation marocaine».

«Tout le monde se retrouve dans une sorte d'obscurité», a encore relevé l'ancien officier marocain, soulignant encore que «cette crise est mal gérée, car amplifiée par l'omerta et la désinformation que mène le régime marocain», faisant référence à un «dispositif» mis en place par le Makhzen pour mener une «véritable guerre de l'information en investissant les réseaux sociaux et les sites spécialisés dans la question». Revenant longuement sur les pertes essuyées par l'armée d'occupation dans les combats avec l'armée sahraoui, déclenchés à la suite de l'agression marocaine contre les civils sahraouis, le 13 novembre à El-Querguerat (sud-ouest du Sahara occidental), Mustapha Adib, ancien officier de l'armée de l'air marocaine, a réaffirmé que Rabat «cache ses pertes

pour remonter le moral des troupes qui est déjà en-dessous de zéro». «Le royaume est un habitué de la tergiversation et de l'improvisation, qui a toujours utilisé cette méthode de cacher la réalité des choses, car le régime marocain, a-t-il expliqué, recourt à des méthodes illégales et interdites que ce soit moralement ou par les textes des lois internationales pour faire taire aussi bien les Sahraouis qui veulent leur indépendance que les Marocains qui soutiennent les Sahraouis pour s'autodéterminer». Mustapha Adib a expliqué les raisons des pertes cumulées par l'armée marocaine dans la guerre contre les Sahraouis, en disant que l'armée sahraoui «a pu se développer et a pu acquérir de nouvelles armes, de nouveaux outils d'artillerie, de nouvelles techniques

d'approche et d'intrusion, alors que la seule chose où le Maroc a progressé c'est dans l'omerta, faire taire et cacher la réalité de ce qui se passe dans les territoires sahraouis occupés».

L'autre raison de ces «défaites» dans les rangs de l'armée marocaine c'est que «le régime marocain n'a jamais eu de plan précis ou de stratégie précise, de plan à long terme», a tenu à signaler l'ancien officier marocain. De plus, a-t-il expliqué, il y a eu de jeunes militaires «sans aucune expérience» déployés dans la région. Pour M. Adib, «ces militaires-là ne savent pas gérer la guerre parce qu'ils ne sont pas entraînés à mener ce genre de combats et de guerre aussi bien aux plans offensif que défensif, c'est des jeunes qui, à la première crise, vont lâcher».

Hatem N.



Ligue algéroise de cyclisme

Le MJS invalide l'élection du président Messaoud Daoud

L'ÉLECTION du président Messaoud Daoud pour un nouveau mandat à la tête de la Ligue algéroise de cyclisme a été invalidée par le ministère de la Jeunesse et des Sports, ayant exhorté l'instance au passage à tenir une nouvelle assemblée électorale, et à désigner un nouveau président dans le respect des règlements en vigueur. Daoud a perdu son éligibilité après avoir été suspendu pour six mois, car les règlements en vigueur ne permettent pas aux candidats ayant écopé d'une suspension de plus de trois mois de se présenter.

Un détail ayant échappé lors de l'Assemblée électorale du 9 janvier courant, qui avait plébiscité Messaoud Daoud pour

un nouveau mandat de quatre ans à la tête de la Ligue algéroise de cyclisme (ndlr, 2021-2024). Une situation qui a amené la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) à interpellé la tutelle dans la foulée, en lui présentant un rapport détaillé sur la situation, avant de demander réparation.

Ainsi, après une étude approfondie du dossier présenté par la FAC, et ayant obtenu la confirmation que Messaoud Daoud était bel et bien inéligible pour un nouveau mandat olympique à la tête de la LAC, la tutelle a décidé d'invalider le résultat de l'AGE du 9 janvier courant, et de demander la tenue d'une nouvelle assemblée, dans le respect des lois.

Compétitions interclubs de la CAF 2020/2021

Période d'enregistrement additionnel ouverte jusqu'au 31 janvier

LA PÉRIODE d'enregistrement additionnel des joueurs en prévision des compétitions interclubs de la CAF saison 2020/2021 est ouverte et se clôturera le 31 janvier 2021, a indiqué la Confédération africaine de football (CAF) vendredi. Une fédération qui aura enregistré moins de 30 joueurs en juillet pourra, après la phase du deuxième tour préliminaire du 1^{er} janvier jusqu'au 31 janvier, compléter la liste jusqu'à 30 joueurs au maximum, pour autant que la liste complémentaire ne dépasse pas sept nouveaux joueurs.

«Les nouvelles licences (dont le nombre variera entre un et sept), dûment remplies conformément aux dispositions des présents règlements, doivent être enregistrées sur le système online au plus tard le 31 janvier, date après laquelle le système n'accepte plus de nouvelles licences», stipule

l'article 7 du chapitre V des règlements régissant les compétitions interclubs de la CAF. Le Comité d'Urgence de la CAF lors de sa réunion en date du 8 novembre 2020 avait décidé de permettre à chaque équipe d'enregistrer 40 joueurs. Chaque club aura le droit de compléter la liste jusqu'à 40 joueurs pour autant que seuls 7 joueurs soient enregistrés durant la période additionnelle. De même, le Comité d'Urgence de la CAF lors de sa réunion du 23 janvier 2020 avait décidé que chaque club aurait le droit de remplacer jusqu'à 4 joueurs de la liste si et seulement si ledit joueur n'a pas participé avec le club à un match durant la saison en cours.

Un joueur inscrit parmi les remplaçants durant un match mais qui n'a pas effectivement participé au match est considéré comme non-aligné.

Ligue 1 (8^e journée)

L'O Médéa voyage bien, l'USMBA réalise l'exploit à Biskra

L'O. MÉDÉA et l'USM Bel-Abbès, vainqueurs en déplacement, respectivement à Ain M'ilia (3-1) et Biskra (1-0), ont été les grands bénéficiaires de la 8^e journée du championnat de Ligue 1 de football, qui a débuté jeudi et a pris fin hier avec les cinq derniers matchs au programme de cette journée. Les Médéens sont allés damer le pion à l'AS Ain M'ilia, battue pour la 1^{re} fois sur son terrain (3-1). Les camarades de Khemoukh qui signent leur 3^e victoire en déplacement, adoptent à chaque fois une stratégie purement offensive en gagnant à chaque fois par le même score (3-1), comme ce fut le cas devant l'USM Alger et le NC Magra.

Ce 4^e succès de rang place désormais l'OM à une excellente 5^e place (13 pts), à une longueur seulement de sa victime du jour, l'AS Ain M'ilia, qui a raté l'aubaine de prendre seule la 2^e place. L'autre exploit du jour est à mettre à l'actif de l'USM Bel-Abbès qui s'est imposée face à l'US Biskra (1-0). Cette 2^e victoire consécutive signée par le même joueur, Metref, permet à l'équipe de la Mekerra de rejoindre son adversaire du jour, l'USB, à la 11^e place, en attendant mieux. A Béchar, la JS Saoura est venue à bout du NA Hussein-Dey par (2-1). Les trois buts du match ont été inscrits sur penalty dont un doublé de Hamidi et un tir de Rabie Meftah. La JSS rejoint provisoirement le MC Alger et

Zetchi fait sa campagne

■ Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, a entamé des discussions avec plusieurs présidents de fédérations du continent, présents à l'occasion du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2021 au Cameroun, pour promouvoir sa candidature en vue des élections du Conseil de la Fédération internationale (FIFA), prévues en mars prochain à Rabat (Maroc).



Zetchi garde ses chances pour être élu

Par Mahfoud M.

«**P**armi les rencontres, le patron de la FAF s'est entretenu vendredi matin avec son homologue camerounais, Mbombo Tchouah, avant d'entamer des réunions dans l'après-midi avec des présidents de zones de la CAF et d'autres personnalités du football africain», selon le site internet de la FAF.

Kheireddine Zetchi, accompagné du secrétaire général de la FAF, Mohamed Saad et du membre du Bureau fédéral Amar Bahloul, est arrivé jeudi soir à Yaoundé, pour faire la promotion

de sa candidature, en marge du CHAN-2021, réservé aux joueurs locaux, au Cameroun (16 janvier - 7 février).

Outre Zetchi, les trois autres candidats pour les deux sièges libérés en fin de mandat de quatre ans par le Tunisien Tarek Bouchamaoui et l'Égyptien Hani Abo Rida sont : le Marocain Fawzi Lekdjaa, l'Équato-Guinéen Gustavo Ndong et Abo Rida, ce dernier brigue un second mandat. Zetchi (55 ans) espère, à travers sa candidature, devenir la deuxième personnalité sportive algérienne à intégrer le Conseil de la Fifa après l'ancien président de la FAF, Mohamed Raouraoua, qui avait été élu

membre du Comité exécutif de l'instance internationale lors de l'Assemblée générale électorale de la CAF en février 2011 à Khartoum (Soudan).

Les élections du Conseil de la Fifa se dérouleront en marge de la l'Assemblée générale électorale (AGE) de la CAF, le 12 mars 2021 à Rabat (Maroc). Le président de la FAF garde ses chances intactes pour décrocher le poste, d'autant plus que l'Algérie bénéficie d'une grande sympathie sur le plan continental, en plus du fait que sa gestion de nombreux dossiers relatifs à la balle ronde nationale fait de lui un gestionnaire qui monte en puissance.

M. M.

Présidence de la CAF

Le principe du soutien au candidat le mieux placé acquis entre Senghor et Anouma

LES DEUX candidats à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF), le Sénégalais Augustin Senghor et

l'Ivoirien Jacques Anouma, seraient tombés d'accord pour le principe du soutien au candidat le mieux placé, lors des élections prévues le 12 mars prochain à Rabat (Maroc), a rapporté l'agence de presse sénégalaise APS, citant des sources proches. Selon la même source, l'élection à la présidence de la CAF était, mercredi, au centre des discussions entre les délégations ivoirienne et sénégalaise et «le principe du soutien au candidat le mieux placé au second tour a été accepté» par les camps du Sénégalais Augustin Senghor et de l'Ivoirien Jacques Anouma. «C'est une rencontre qui a eu lieu dans un esprit fraternel et le principe du soutien au candidat le mieux placé a été acquis», ont confié des sources informées, soulignant que la rencontre est à l'initiative de la partie sénégalaise qui a fait le déplacement dans la capitale économique ivoirienne. Les délégations conduites par les ministres des Sports des deux pays, à savoir Matar Ba et Paulin Claude Danho, ont estimé

que «les candidats ouest-africains ne doivent être pas une source de division». En plus de l'Ivoirien Anouma et du Sénégalais Senghor, la zone ouest-africaine compte un autre candidat, le président de la Fédération mauritanienne de football, Ahmed Yahya. Le 4^e candidat est le Sud-Africain Patrice Motsepe. La délégation sénégalaise se dit convaincue que son candidat, M^{re} Augustin Senghor, «a le meilleur profil et l'expérience pour présider aux destinées de la CAF en ces moments». La commission gouvernance de la Confédération africaine de football a validé, le 7 janvier, les candidatures du président de la Fédération sénégalaise de football (FSF), Augustin Senghor, et de l'ancien président de la FIF, la Fédération ivoirienne, Jacques Anouma. Elle a en même temps décidé de soumettre à des vérifications supplémentaires les candidatures du président de la Fédération mauritanienne, Ahmed Yahya, et du Sud-Africain Patrice Motsepe.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Secousse tellurique à Oran

Effondrement d'un vieux bâti au centre-ville

LA SECOUSSE tellurique, enregistrée hier matin dans la wilaya d'Oran, a causé l'effondrement partiel d'un vieux bâti, situé au quartier de Bel-Air, au centre-ville d'Oran, sans faire toutefois de victime, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. Le chargé de communication de la même direction, le capitaine Abdelkader Bellala, a indiqué à l'APS que suite à ce séisme, les éléments de la Protection civile se sont rendus au niveau de la rue Houari-Houari, dans le quartier de Bel-air, où un effondrement du plafond d'un logement, sis au deuxième étage d'un vieux bâti composé de deux niveaux, a été enregistré. Des fissures ont été également relevées au 1^{er} étage du même bâti sans faire toutefois aucune victime, a ajouté la même source. Après cette secousse tellurique, fortement ressentie par la popu-

lation oranaise, des équipes de la Protection civile ont effectué des sorties d'inspection dans diverses localités de la wilaya, mobilisant à cet effet tous les moyens humains et matériels adéquats. De son côté, le wali d'Oran, Messaoud Djerr, a instruit les différents services dont ceux de la Protection civile ainsi que les autorités locales d'entreprendre des sorties sur le terrain pour prendre en charge les éventuels dégâts de ce séisme. Selon un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG), une secousse tellurique de magnitude 3,5 sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier matin à 10h42 dans la wilaya d'Oran. L'épicentre de la secousse a été localisé à 10 km au nord d'Oran, a-t-on précisé, donc dans la mer.

H. N.

Décès

Le défunt moudjahid Moussa Cherchali inhumé au cimetière de Sidi Yahia

LE MOUDJAHID Moussa Cherchali dit «Mustapha», décédé à l'âge de 83 ans, a été inhumé, hier, après la prière du Dohr, au cimetière de Sidi Yahia (Alger). Les obsèques se sont déroulées en présence du président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil et du Conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum, ainsi que des compagnons et de la famille du défunt. Né le 30 juillet 1938 dans la wilaya d'Ain Defla, le défunt s'est rendu, au terme de ses études primaires dans sa ville natale, à la ville de Miliana où il a poursuivi ses études secondaires en classe technique dans l'actuelle école «Mustapha-Ferroukhi». Il entame son parcours militant dans la ville de Miliana, en participant au mouvement de grève des étudiants en 1956 pour rejoindre ensuite les rangs de la guerre de Libération en tant que djoundi dans la Katiba d'El Hassinia avant d'occuper le poste de secrétaire de la zone IV de la Wilaya IV historique. Il devient par la suite responsable des renseignements et de la communication dans la région d'Ouled Fares, dans la zone II de la Wilaya IV historique. Il est nommé commissaire politique à Miliana, précisément dans la zone I de la Wilaya IV historique, avant d'être arrêté par les autorités coloniales à l'issue d'une bataille au cours de laquelle il est grièvement blessé et condamné à 20 ans d'emprisonnement. Au lendemain de l'indépendance, le défunt moudjahid

a poursuivi ses études universitaires en droit avant d'obtenir un Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa) qui lui a permis d'être avocat à la cour d'Alger puis directeur régional des anciens avocats de la région d'Alger en 1963 et membre de la liste des agrées en 1984. Etant un militant au sein du parti Front de libération nationale depuis 1963, le défunt avait occupé plusieurs postes de responsabilité, notamment commissaire de parti de la wilaya de M'sila de 1982 à 1983, puis membre du Comité central de 1979 jusqu'au dernier congrès en 2015. Depuis 1980, il fut membre du Conseil national de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM). Le 7 juin 2020, il est nommé membre du tiers présidentiel au Conseil de la nation par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

R. N.

Ouyahia vendait des lingots d'or au marché noir



En attente du feu vert des autorités

Le métro d'Alger «fin prêt» pour recevoir ses usagers

■ Le métro d'Alger est fin prêt pour recevoir ses usagers, tout en adoptant un protocole sanitaire strict pour faire face au coronavirus mais attend, toujours, le feu vert des autorités publiques pour reprendre ses activités, a-t-on appris, hier, auprès de l'Entreprise du Métro d'Alger (EMA).

Par Ali H.

«O n n'a pas de date précise pour la reprise de l'activité du métro d'Alger, car c'est aux hautes autorités publiques que revient cette décision», a affirmé la même source à l'APS. Selon l'EMA, des exercices de simulation ont été effectués et toutes les mesures sanitaires et techniques ont été mises au point pour bien recevoir les voyageurs le jour J. Le métro d'Alger a mis au point des mesures de sécurité en direction des usagers et des employés afin d'éviter la propagation de la pandémie et ce, au niveau des différentes stations ou à l'intérieur même des moyens de transport, a rappelé l'EMA. Répondant à une question concernant le motif du retard accusé par le métro d'Alger pour la reprise de ses activités par rapport aux autres moyens de transport, l'EMA a tenu à préciser que ce retard n'a rien à voir avec le changement de la société gérante tout en pré-

cisant encore que la date de la reprise des activités «demeure entre les mains des autorités publiques». La gestion du métro d'Alger a été confiée le 1^{er} novembre dernier à une entreprise 100 % algérienne (une filiale de l'EMA) après la fin du contrat liant l'EMA au partenaire étranger (RATP-El Djazair, filiale de la compagnie française RATP-Développement) qui est arrivé à son terme le 31 octobre dernier. Pour rappel, le gouvernement avait décidé le 31 décembre dernier, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid

Tebboune, et suite aux consultations avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus et l'autorité sanitaire, la reprise «progressive et contrôlée», dès le 1^{er} janvier 2021, des transports routiers sur les liaisons inter-wilayas (trains, autocars et taxis), tandis que la reprise des autres modes de transport, à savoir le métro et le transport par câble (téléphérique), l'Exécutif avait décidé qu'elle se fera, dans une seconde étape, en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique.

A. H.

Le bureau de poste de Mahfoudha cambriolé/ Béjaïa

Un butin de 300 millions de centimes emporté

LE BUREAU de poste du village Mahfoudha, commune de Bouhamza, a été cambriolé hier vers 4h du matin. Les malfaiteurs ont agi à la faveur de l'obscurité. Selon des sources locales, «ils ont emporté la somme de 300 millions de centimes avant de prendre la fuite» sans laisser de

trace. Les auteurs de cet acte qui a défrayé la chronique locale ne sont toujours pas identifiés. «Une enquête judiciaire a été ouverte par les services de la gendarmerie afin de déterminer les circonstances de ce vol et identifier les auteurs», a-t-on appris.

H. C.

Tizi Ouzou

La police empêche un rassemblement pour réclamer le départ du président de la JSK

Hier, à divers endroits de la ville de Tizi Ouzou, les forces de l'ordre sont intervenues pour empêcher un rassemblement devant le stade du 1^{er} Novembre pour réclamer le départ du président de la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK), Cherif Mellal, auquel des appels ont été lancés. En effet, en petits groupes composés de dizaines de per-

sonnes, les supporters du club ont tenté de regagner le lieu de rassemblement depuis plusieurs quartiers de la ville des Genêts. Les éléments des forces de l'ordre ont repoussé les manifestants sans provoquer d'échauffourées entre les deux parties.

Hamid M.

